

Les éclats du développement

Convergences et divergences entre l'économie et la sociologie en Argentine

Juan Pedro Blois

Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (CONICET),
Universidad Nacional de General Sarmiento, Argentina

Mariana Heredia

Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (CONICET),
Universidad Nacional de San Martín, Argentina

Résumé Les savoirs modernes progressent en subdivisant les connaissances spécialisées. Mais les frontières entre les disciplines et les professions ne sont pas inscrites dans la nature. Les relations entre l'économie et la sociologie sont intéressantes car elles ont été marquées par des cycles de proximité et d'éloignement. En Argentine, l'intronisation du « développement » dans les années 1950 en tant qu'objectif de politique publique et point de mire des programmes universitaires a facilité la convergence. Les institutions aussi bien étatiques qu'internationales ont pris l'Amérique latine comme un objet singulier qui exigeait l'aide des deux types de spécialistes. En revanche, le gouvernement dictatorial de 1976 est intervenu dans l'université et l'administration publique, a contraint de nombreux chercheurs à l'exil et a encouragé l'antagonisme entre économistes et sociologues. Sur la base d'un vaste corpus, cet article reconstruit l'histoire de ce lien et montre comment les crises locales et les influences extérieures ont encouragé la coopération, l'opposition et l'indifférence entre ces spécialistes.

Mots-clés : Amérique latine, sociologie, économie, financement international, crises politiques

Abstract Modern knowledge advances by subdividing specialized knowledge. But the boundaries between disciplines and professions are not inscribed in nature. The relations between economics and sociology are interesting because they have been marked by cycles of proximity and distancing. In Argentina, the enthronement of « development » in the 1950s as a public policy objective and the focus of academic agendas facilitated convergence. Both state and international institutions took Latin America as a singular object that demanded the assistance of both specialists. In contrast, the dictatorial government of 1976 intervened in the university and public administration, forced many researchers into exile, and encouraged antagonism between economists and sociologists. Based on a large corpus, this paper reconstructs the history of this link and shows how local crises and external influences encouraged cooperation, opposition, and indifference between these specialists.

Keywords: Latin America, sociology, economics, international funding, political crises

Les savoirs modernes progressent en institutionnalisant et en subdivisant les connaissances spécialisées sur le monde naturel et social^{1*}. Cependant, les disciplines et les professions sont « tout sauf un fait de la nature bien défini » (« *anything but a well-defined fact of nature*² »). Ce qui est considéré, par exemple, comme « chimique », « organique », « économique » ou « social », ainsi que les prérogatives que ces définitions accordent à leurs experts, varient selon les époques et les lieux³. À la suite de l'étude marquante de Joseph Ben-David et Randall Collins⁴ sur les origines de la psychologie en Allemagne, divers chercheurs ont mis en relief le caractère socialement construit des frontières disciplinaires et leurs liens avec la dynamique institutionnelle des universités et du marché académique. Plutôt que de refléter des séparations ontologiques, caractéristiques du « monde réel », les arguments mobilisés par les experts pour fixer les contours de leur entreprise intellectuelle sont liés à des stratégies visant à assurer leur reproduction au sein d'une écologie donnée de disciplines⁵.

En analysant l'influence des institutions académiques sur la définition des disciplines et des professions, certaines approches ont privilégié l'analyse de certaines structures « intermédiaires », comme les champs intellectuels ou scientifiques⁶ ou le développement institutionnel⁷, situées entre les pratiques quotidiennes des experts et les évolutions de plus grande ampleur que connaissent leur société. D'autres démarches ont adopté une approche plus locale, en se concentrant sur l'étude des relations entre les acteurs et les départements au sein d'une université donnée et sur la manière dont ces dynamiques affectent les cartographies disciplinaires⁸. D'autres encore ont souligné la manière dont certaines disciplines acquièrent des marques nationales persistantes dans le temps⁹. Sans aucun doute, l'apport de ces travaux a été central dans la remise en cause à la fois du sens commun sur l'expertise et de la division canonique entre histoire « interne » et « externe » des sciences¹⁰.

Venant de ce que l'on appelle le « Nord global », ces analyses présentent certaines limites lorsqu'il s'agit de considérer l'expérience d'autres régions, comme l'Amérique latine. D'une part, élaborées dans et pour des contextes où les institutions académiques jouissent d'une autonomie relative par rapport à l'environnement politique, social et économique – un environnement qui est en outre relativement stable – et où

* Traduit de l'espagnol par Rafael Mandressi

1 Heilbron, 2004.

2 Fleck *et al.*, 2018, 13.

3 Kohler, 1982.

4 Ben David et Collins, 1966.

5 Lamont et Molnár, 2002.

6 Bourdieu, 1976.

7 Fleck *et al.*, 2018.

8 Abbot, 1999 ; Camic, 1992.

9 Fourcade, 2009 ; Wagner, 2004.

10 Camic et Gross, 2001 ; Shapin, 1992.

le marché du travail académique offre, au-delà de certains aléas, un recrutement régulier et prévisible, elles ont eu tendance à sous-estimer l'influence que les changements politiques ou les crises économiques peuvent exercer sur la configuration des frontières disciplinaires¹¹. D'autre part, elles ont également peu pris en compte les influences internationales sur le tracé de ces mêmes frontières. L'« illusion de l'autarcie¹² » qui a affecté les intellectuels des pays centraux est moins répandue dans les pays périphériques¹³, où les échanges avec le monde extérieur sont particulièrement importants¹⁴.

Cherchant à combler ce déficit, cet article propose une reconstruction socio-historique du lien entre deux sciences sociales – l'économie et la sociologie – dans un pays d'Amérique latine qui, comme l'Argentine, a eu une trajectoire historique marquée par une succession de crises profondes, dont le corrélat a été une structuration problématique (et toujours menacée) des espaces académiques. Les difficultés des institutions universitaires ont été telles que Hebe Vessuri a utilisé l'image d'un « Sisyphes du Sud » pour décrire leur trajectoire¹⁵. Loin de tout biais cumulatif, l'analyse des processus d'institutionnalisation académique a dû intégrer son pendant : la dés-institutionnalisation¹⁶, c'est-à-dire « la disparition ou l'affaiblissement des ressources nécessaires à la poursuite de l'institutionnalisation en matière d'emplois professionnels, de financement, de revues, de programmes d'études, d'estime publique¹⁷ ».

Couvrant une période qui commence à la fin du XIX^e siècle, lorsque l'économie et la sociologie ont fait leurs premiers pas en Argentine, et se concentrant sur les années qui ont suivi 1950, lorsqu'elles se sont engagées dans un processus de transformation accéléré, cet article analyse la manière dont les dynamiques politico-économiques, d'une part, et la géopolitique de la connaissance, d'autre part, ont influencé les relations de coopération, d'opposition ou d'indifférence entre économistes et sociologues au fil du temps.

La question est intéressante, car si la modernité et l'insertion des disciplines dans le débat international tendent à délimiter des frontières disciplinaires, il arrive aussi qu'elles contribuent à les éroder. En Amérique latine et en Argentine, l'intronisation du « développement » comme problème public et académique de premier plan a fourni les conditions d'un rapprochement singulier. Au cours de l'après-guerre, la consolidation de ce thème dans les programmes de recherche a été inséparable de

¹¹ Bien entendu, ces approches ne négligent pas toujours l'importance de ce contexte plus large. Cependant, elles reposent en général sur l'idée que la consolidation d'un environnement professionnel plus ou moins autonome implique que l'influence des dynamiques et des conflits sociaux plus larges ne soit pas directe, mais se produise de manière « réfractée ».

¹² Heilbron, 2015.

¹³ Blois, 2020.

¹⁴ Beigel, 2013.

¹⁵ Vessuri, 1990.

¹⁶ Blois, 2020.

¹⁷ « [...] the disappearance or weakening of resources necessary for further institutionalization in terms of professional jobs, funding, journals, curricular, public esteem » (Fleck *et al.*, 2018, 18).

l'influence d'une série d'initiatives étatiques et internationales qui, dotées de moyens importants, ont conduit à une collaboration étroite entre économistes et sociologues. En conformité avec l'essor des *area studies*¹⁸, la configuration de « l'Amérique latine » et de ses pays en tant qu'« unités d'analyse » a été encouragée, et leur étude réclamait la collaboration de divers domaines de savoir. Les théories de la dépendance ont approfondi cet intérêt mutuel.

Dans ce cadre, si la convergence des approches a été analysée en matière d'originalité des connaissances produites¹⁹, on a prêté moins d'attention aux conditions institutionnelles et professionnelles de ce rapprochement. La césure instituée par la violence politique à partir des années 1970 dans le sort des économistes et des sociologues n'a pas non plus fait l'objet d'une analyse approfondie. Alors que plusieurs centres de recherche exclusivement consacrés à l'économie ont été créés et se sont développés (financés par des fonds internationaux et par des entreprises) et que des experts en économie ont été recrutés aux plus hauts niveaux du gouvernement, de nombreux économistes critiques et chercheurs en sciences sociales (y compris des sociologues) ont été assassinés, exilés ou ostracisés. L'instauration de la démocratie dans les années 1980 n'a guère contribué à atténuer cette nouvelle division du travail expert, et les relations entre économistes et sociologues sont devenues de plus en plus difficiles et exceptionnelles.

Le cas argentin offre ainsi un cas extrême pour analyser la manière dont les conjonctures politiques changeantes, couplées aux difficultés économiques, sont capables d'affecter le travail des spécialistes et, par conséquent, de façonner les cartographies du savoir. En outre, son statut périphérique en fait un cas intéressant pour étudier comment les influences internationales contribuent à façonner la carte des disciplines et la juridiction des professions.

Cette étude s'appuie sur un vaste corpus empirique – des entretiens, du matériel institutionnel et des publications significatives – et mobilise les résultats de deux recherches précédentes menées par les auteurs, l'une axée sur les économistes²⁰, l'autre sur les sociologues²¹. En plus de cette introduction, l'article comprend deux sections et une conclusion. La première section analyse la période où, sous le signe du « développement », la collaboration entre économistes et sociologues fut la plus étroite. La seconde retrace la rupture (violente) de ces liens et l'établissement d'une nette opposition entre les deux disciplines dans le contexte de la dernière dictature militaire et de l'essor de l'économie néoclassique. Les réflexions finales reprennent les principaux résultats et soulignent la persistance de leur héritage.

¹⁸ Mitchell, 2003.

¹⁹ Love, 1996.

²⁰ Heredia, 2015.

²¹ Blois, 2020.

L'économie encastrée dans la société : « Amérique latine », développementalisme et planification

Au XIX^e siècle, l'essai dit d'interprétation nationale a été le moyen par lequel les premières réflexions sur les défis « économiques » et « sociaux » ont été élaborées en Amérique latine. En Argentine, des personnalités comme Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888) ou Juan Bautista Alberdi (1810-1884), hommes politiques et intellectuels, ont proposé des interprétations originales des raisons qui, à leurs yeux, expliquaient les difficultés de la « civilisation » à s'implanter dans la nation naissante.

Une fois les guerres civiles terminées et l'ordre oligarchique établi, le développement de l'activité universitaire ainsi que l'expansion des domaines d'intervention de l'État – en matière d'éducation, de criminalité et de santé – ont conduit à une division plus claire du travail intellectuel et de l'expertise²². La multiplication des chaires a contribué à la définition de nouveaux domaines de compétence, entraînant une différenciation croissante entre les acteurs qui, prenant leurs distances avec l'approche formaliste du droit, ont cherché à étudier leur société avec de nouveaux outils. Ainsi, les « économistes » et les « sociologues » ont commencé à dessiner leurs préoccupations : tandis que les premiers assument un rôle plus technique, cherchant à répondre aux besoins de l'administration publique et de la modernisation capitaliste, les seconds, bien qu'influencés par la rhétorique positiviste et l'affirmation « scientifique » de leurs travaux, restent plus proches des sciences humaines²³.

La diversité de leur situation dans l'université et dans l'appareil d'État a sans doute favorisé les différences. En 1913, munis des dernières nouveautés européennes²⁴, les pionniers de l'économie parviennent à créer, non sans résistance de la part des juristes, une nouvelle faculté – la Facultad de Ciencias Económicas (FCE) – à l'Universidad de Buenos Aires (UBA), où l'on met en place une licence de comptabilité et un doctorat en sciences économiques. La Grande Guerre et la crise des années 1930, avec leurs effets pernicieux sur une économie qui s'était développée en symbiose avec le marché mondial, ont fait naître le besoin d'une planification et d'une intervention accrues de la part de l'État, ouvrant la voie à la création de nouvelles agences étatiques hégémonisées par les nouveaux experts. Ainsi, en 1925, la Banco de la Nación Argentina crée un Bureau de recherches économiques (Oficina de Investigaciones Económicas) qui recrute son personnel parmi les étudiants et les professeurs de la FCE. Cette équipe est ensuite transférée, en 1935, à la toute nouvelle Banco Central de la República Argentina (BCRA), l'institution chargée de la politique monétaire du pays.

De leur côté, ceux qui s'identifiaient comme « sociologues » sont également apparus en lien étroit avec le droit mais, plutôt que de définir leur propre juridiction sur

²² Jackson and Blanco, 2014.

²³ Altamirano, 2004.

²⁴ Plotkin, 2006.

certaines domaines de l'administration de l'État, ils se sont orientés vers l'enseignement universitaire. Comme matière auxiliaire dans la formation d'autres professions (juristes, historiens, économistes, philosophes)²⁵, la sociologie a trouvé dans l'enseignement sa principale voie d'insertion²⁶. Malgré des différences dans leur conception de la sociologie – certains l'ont développée en lien avec l'histoire, d'autres comme une branche de la philosophie – la plupart des sociologues partageaient l'idée selon laquelle les « concepts », bien plus que les « chiffres », étaient la matière première de leurs travaux²⁷. À quelques exceptions près, vers 1940, la recherche empirique et en particulier les statistiques étaient considérées comme faisant partie de la « sociographie », une branche subsidiaire et inférieure de la sociologie. Dans ce cadre, peu de choses pouvaient intéresser les sociologues chez les économistes et vice versa.

La situation change brusquement après 1955, lorsque la chute du péronisme entraîne une série de transformations profondes dans le champ académique et l'administration de l'État, marquées par une nette ouverture vers les circuits intellectuels et techniques mondiaux²⁸. Bien que le pays ait réalisé de grands progrès sur le plan social au cours de la décennie péroniste, dans la perception de la plupart des acteurs intellectuels et universitaires – qui associaient le gouvernement déchu aux totalitarismes européens –, la situation était critique et exigeait des changements drastiques²⁹.

Ce fut alors que l'idée de « développement », telle qu'elle avait été élaborée dans certaines institutions interétatiques depuis l'après-guerre – dont la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), créée en 1948 et qui exerçait une influence croissante dans la région –, a pénétré le milieu local. Depuis 1952, cet organisme effectuait des missions dans différents pays de la région afin d'inciter des étudiants à venir se former dans son « cours de base sur les problèmes de développement économique³⁰ ». Aussi bien dans ces espaces que dans les documents produits, on proposait une redéfinition des principaux problèmes publics ainsi qu'une modification des frontières qui avaient été établies entre l'« économique » et le « social » et, par conséquent, entre les économistes et les sociologues. L'Argentine se découvrait elle-même alors comme un pays « sous-développé » qui, selon le nouveau diagnostic, devait s'engager dans la mobilisation de ses ressources économiques et étatiques, mais aussi scientifiques et techniques³¹, afin de promouvoir un processus lui permettant d'atteindre les niveaux de bien-être économique, d'intégration sociale et de stabilité politique des pays centraux. L'enthousiasme

25 Blanco, 2006.

26 Les charges universitaires étant à temps partiel, la plupart de ceux qui se sont identifiés comme sociologues exerçaient le droit comme activité principale (Giorgi et Vila, 2019).

27 Neiburg, 1998.

28 Sikkink, 2009.

29 Neiburg, 1998.

30 Beigel, 2010.

31 « Sans experts, il ne peut y avoir de développement », faisait-on valoir à l'Unesco et dans d'autres organismes internationaux (Abarzua Cutroni, 2013).

fut tel qu'Arturo Frondizi, premier président élu (1958-1962) après la chute de Juan Perón, proposa une plateforme électorale qui se définissait comme « développementaliste ».

Dans ce contexte d'optimisme inhabituel dans les sciences sociales, une série variée d'institutions consacrées à la « planification du développement » ont été créées, comme le Consejo Federal de Inversiones (CFI) en 1959 et le Consejo Nacional de Desarrollo (CONADE) en 1961, mais aussi le Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (CONICET) en 1958, destiné à la recherche scientifique et inspiré du Centre national de la recherche scientifique français (CNRS). Ce fut aussi dans cette conjoncture qu'après une profonde purge de « déperonisation » s'est produit un renouveau des universités qui a favorisé la recherche³². Parallèlement à l'augmentation du nombre de postes à temps plein, jusqu'alors quasi inexistantes, de nouvelles offres académiques ont été créées³³. Les premiers cursus en économie et en sociologie ont fait partie de ce mouvement qui, dans le cas de l'UBA, a été financé par des fondations philanthropiques états-uniennes³⁴. Ces fonds ont permis l'arrivée de professeurs étrangers, la création de bibliothèques actualisées et l'envoi de jeunes diplômés à l'étranger pour des études de troisième cycle (généralement aux États-Unis et au Royaume-Uni). Pour la sociologie, le changement fut radical : la discipline fut considérée comme une « science », on privilégia la littérature anglophone (au détriment de l'allemande) et on se donna un ambitieux programme de recherche empirique, les approches quantitatives – rendues possibles par l'argent étranger – étant la nouveauté³⁵.

Même si les cursus d'économie et de sociologie furent créés dans des facultés et des bâtiments différents, la question du « développement », qui avait une nette composante « interdisciplinaire³⁶ », donna lieu à un dialogue intense. À la différence de la « croissance économique » ou l'« industrialisation » telles qu'elles avaient été conçues dans les années précédentes, le « développement » comprenait un certain nombre de dimensions « non économiques ». Des questions aussi variées que la structure sociale, les comportements reproductifs, les mouvements migratoires ou les habitudes alimentaires apparaissaient désormais comme des facteurs centraux de l'évolution de l'économie. Cependant, leur portée dépassait l'expertise des économistes (et des ingénieurs³⁷).

C'était le point de vue du structuralisme latino-américain – un courant économique diffusé depuis la CEPAL et certains de ses organismes, comme l'Institut latino-américain de planification économique et sociale (ILPES) créé en 1962 – qui, afin d'identifier les spécificités des économies « périphériques », remettait en question la science

³² Neiburg, 1998.

³³ Buchbinder, 2005.

³⁴ Blois, 2018 ; Unzué, 2020.

³⁵ Blanco, 2006.

³⁶ Neiburg et Plotkin, 2004.

³⁷ Le péronisme avait encouragé la formation d'ingénieurs par la création de l'Universidad Obrera Nacional (UON), rebaptisée Universidad Tecnológica Nacional (UTN) en 1959 (Buchbinder, 2005).

économique prédominante dans les centres mondiaux³⁸. De manière convergente, la « sociologie scientifique » rejetait le manque de rigueur et de vocation empirique de l'essayisme et le caractère « livresque » de ce que l'on appelait désormais de manière péjorative la « sociologie de chaire ». Il fallait s'attacher à dévoiler les facteurs sociaux faisant obstacle au développement et au changement social. « Résistances au changement : facteurs qui empêchent ou entravent le développement³⁹ » : tel était précisément le titre d'une conférence réunissant des sociologues et des économistes de divers pays à Rio de Janeiro en 1959, avec laquelle le Centro Latino-Americano de Pesquisas em Ciências Sociais (CLAPCS), institution créée peu auparavant et financée par l'Unesco, a fait irruption sur la carte des sciences sociales latino-américaines.

Il n'est donc pas surprenant que, dans ce cadre, les nouvelles institutions créées par l'État argentin aient fait écho à ces voix. En 1962, un document du CFI notait :

Il est clair que le « développement » n'est pas un concept que l'on puisse valablement restreindre à la sphère économique, mais qu'il concerne la totalité des activités sociales, et que même le développement économique, dans un sens restreint et simplement considéré comme une augmentation de la production, a pour conditions nécessaires une série de facteurs qui ne sont pas proprement économiques, mais de nature sociale et culturelle [...]. À cette fin, il sera nécessaire d'obtenir les données appropriées, en envisageant à l'avenir des recherches spécifiques sur ce sujet⁴⁰.

Le même esprit de collaboration imprégnait les activités du CONADE. Lors de la conception des plans d'investissement, ses économistes demandaient souvent à des collègues d'autres sciences sociales de préparer des rapports sur les régions du pays où ils souhaitaient intervenir. Ils sollicitaient également la réalisation de sondages auprès d'hommes d'affaires afin de connaître leurs attentes en matière d'économie⁴¹ et de fonder ainsi leurs recommandations au gouvernement non pas sur des modèles abstraits, mais sur les attitudes des acteurs économiques « réels ». La manière dont un sociologue est parvenu à occuper un poste de direction dans cette institution en 1965 exprime les attentes suscitées chez les économistes par une sociologie qui ne craignait plus les « chiffres » :

Je connais depuis plusieurs années certains des membres de l'équipe économique du gouvernement, en particulier ceux qui dirigent le CONADE. Ils m'ont appelé et m'ont dit : nous savons que lorsque l'on propose des plans de développement ou que l'on tente de planifier une économie, des problèmes de type social apparaissent ; mais nous sommes économistes et non sociologues, de telle sorte que nous avons besoin de personnes qui s'occupent des problèmes sociaux⁴².

³⁸ Love, 1996.

³⁹ « *Resistências à mudança : fatores que impedem ou dificultam o desenvolvimento* ».

⁴⁰ Cité dans Blois, 2018, 45.

⁴¹ Jáuregui, 2013.

⁴² Ímaz *et al.*, 1966, 21.

Mais les échanges n'ont pas seulement eu lieu dans les bureaux de l'État. Les tout nouveaux cursus de premier cycle de l'UBA les favorisaient aussi. La sociologie a intégré une « introduction à l'économie » dans ses matières de base et encourageait ses étudiants à suivre une partie de leurs enseignements à la FCE⁴³. L'économie, de son côté, influencée par les idées de la CEPAL, a incorporé dans son programme un certain nombre de matières « humaines » – telles que diverses histoires, la théorie politique et la sociologie⁴⁴. Par ailleurs, les deux institutions encourageaient également l'insertion professionnelle au-delà des universités. Certes, ce n'était pas quelque chose de nouveau pour les économistes, mais cela l'était en revanche pour les sociologues, qui, selon les autorités de la formation, devaient être prêts à se proposer sur le marché professionnel comme « experts en problèmes sociaux⁴⁵ ». Dans cette optique, le nouveau cursus valida une spécialisation en « sociologie appliquée⁴⁶ ». Économistes et sociologues convergeaient ainsi vers un profil intellectuel et professionnel similaire, ce qui facilitait la porosité des frontières.

D'autres institutions académiques privées non universitaires, qui avaient émergé en réponse à l'instabilité traditionnelle des institutions publiques, sont allées dans le même sens. C'est le cas de l'Instituto de Desarrollo Económico y Social (Institut pour le développement économique et social, IDES). Créé pendant le gouvernement d'Oscar Alende dans la province de Buenos Aires, l'IDES a fini par se consolider comme un centre indépendant qui, à partir des années 1960, a réuni des économistes et des sociologues, ainsi que des historiens, pour discuter sur des recherches et des questions de conjoncture. Certains de ces échanges ont été diffusés dans la revue *Desarrollo Económico*, une publication explicitement multidisciplinaire qui se proposait de promouvoir « l'analyse objective du développement sous tous ses aspects : économique, social, historique et culturel⁴⁷ ». L'Institut Torcuato Di Tella (ITDT), créé en 1958 dans le but déclaré de promouvoir le renouvellement de la culture locale dans le domaine des arts et des sciences, s'est également offert comme une plateforme où économistes et sociologues ont renforcé leurs liens. Grâce au soutien financier d'un important groupe économique local et aux ressources offertes par des fondations philanthropiques états-uniennes, deux centres ont été créés : le Centro de Investigaciones Económicas (Centre de recherches économiques, CIE) et le Centro de Sociología Comparada (Centre de sociologie comparée, CSC), avec un bon nombre de postes à temps plein très bien rémunérés⁴⁸. L'idée était de former une élite technique capable d'offrir son

43 Parmi les matières reconnues par le programme d'études de 1958 figuraient : Économie I, Économie II et Économie III, Histoire économique, Histoire des doctrines économiques et Géographie économique de l'Argentine.

44 Beltrán, 2005.

45 Germani & Graciarena, 1958.

46 Blois, 2018.

47 IDES, 1961, 5.

48 Neiburg & Plotkin, 2004.

expertise aux gouvernements ayant une vocation modernisatrice. Selon ce diagnostic, l'appareil d'État ne disposait pas de ressources humaines adéquates, tant en raison des fréquentes purges qui suivaient le remplacement de chaque équipe gouvernementale que de la baisse des salaires provoquée par une inflation persistante⁴⁹. Le fait remarquable est que, autant pour ceux qui administraient l'ITDT que pour ses *funders*, l'économie et la sociologie étaient deux professions qui devaient dialoguer. Un exemple en est la *Revista Latinoamericana de Sociología* (RLS), une entreprise éditoriale du CSC, qui, malgré son orientation disciplinaire, encourageait les échanges avec l'économie et d'autres disciplines telles que l'histoire⁵⁰.

La politisation de la vie universitaire dans les années 1960 a fortement compromis la dynamique du champ intellectuel. Comme dans d'autres parties du monde, ce processus a été motivé par divers facteurs : le manque de légitimité d'un régime politique qui alternait entre des gouvernements civils et militaires (et excluait le parti majoritaire)⁵¹, l'influence de la révolution cubaine, le caractère massif des universités publiques, qui ont connu une augmentation notable des inscriptions. Y contribuait aussi, dans une large mesure, une certaine désillusion face aux promesses de l'industrialisation et la persistance de la pauvreté et des inégalités sociales. Comme l'affirme Ruth Gabay, le déclin de l'influence de la CEPAL et la radicalisation idéologique et politique de nombreux intellectuels de l'époque s'inscrivent dans ce schéma⁵². Dans certains cas, comme dans les études de sociologie de l'UBA, les cours ont quasiment pris une dynamique d'assemblée⁵³. La force de la politisation était telle que même l'intervention violente dans les universités, provoquée par un nouveau gouvernement militaire intronisé en 1966, n'a pas pu la contenir, même si elle a entraîné une nouvelle vague de remplacements de grande ampleur dans le corps enseignant de nombreux cursus⁵⁴. Or, la politisation des étudiants et des professeurs, au lieu de diluer l'échange entre économistes et sociologues, l'a en revanche renforcé : la dénonciation de la « dépendance » a approfondi le dialogue qui avait commencé avec le traitement du « développement ».

49 Biglaiser, 2009. Pour mesurer ces difficultés, il convient de rappeler la surprise d'Alberto Fracchia, pionnier du développement de l'appareil de la comptabilité publique, lorsqu'il a constaté qu'assister deux entreprises en tant que comptable – une tâche beaucoup plus simple que celle qu'il effectuait au service de l'État – pouvait lui rapporter un salaire trois fois supérieur à celui qu'il percevait à la BCRA. Les institutions publiques se développaient, mais les conditions de travail proposées n'étaient pas particulièrement attrayantes (Heredia, 2016).

50 Blanco & Wilkins, 2018. Analysant le profil de la RLS – ainsi que celui de la *Revista Mexicana de Sociología* et d'*América latina* – par rapport à l'*American Sociological Review* et à la *Revue française de sociologie*, Herrera (1970) a constaté un dialogue beaucoup plus important avec les thèmes « économiques » dans les périodiques latino-américains.

51 Exilé depuis 1955, Perón n'a pas perdu l'adhésion de la classe ouvrière et des syndicats et, en peu de temps, il a obtenu le soutien d'une partie croissante de la jeunesse.

52 Gabay, 2008.

53 Blois, 2018. Entre 1955 et 1975, le nombre total d'étudiants dans les universités publiques est passé d'un peu moins de 140 000 à près de 500 000.

54 Buchbinder, 2005. Le département de sociologie de l'UBA a été l'un des plus touchés : sur les vingt-huit professeurs qui y travaillaient avant le coup d'État, seuls quatre ont pu rester à leur poste (García-Bouza & Verón, 1967).

Une référence centrale fut le livre *Dependencia y desarrollo en América Latina*, publié en 1969 par le sociologue brésilien Fernando Henrique Cardoso et son homologue chilien Enzo Faletto. Préparé alors que ses auteurs étaient fonctionnaires de l'ILPES, l'ouvrage combinait les analyses « économiques », « sociales » et « politiques » pour tenter de comprendre les singularités des nations de la région. Sa perspective « dépendantiste » et « latino-américaine » a stimulé le rejet des notions prétendument universelles créées dans les pays centraux, d'autant plus que le « développement », loin de tenir ses promesses, n'apportait pas (ou du moins tardait beaucoup à le faire) la démocratie politique et le bien-être social.

Dans ce cadre, pour les économistes argentins, même ceux qui avaient étudié dans le « Nord », ce n'étaient pas tant les compétences mathématiques que la capacité à éclairer les particularités locales qui donnaient le sens ultime à leur travail⁵⁵. Il en allait de même pour les sociologues. Il existait en effet une faction, liée aux chaires dites « nationales », qui cherchait à forger une « sociologie nationale », fondée sur l'essai, le savoir populaire et le militantisme politique. Dans la vision de ce groupe, les théories émanant du Nord n'avaient d'autre but que d'assurer l'assujettissement colonial⁵⁶.

La préoccupation pour le développement, en somme, puis pour la dépendance, a renforcé l'importance du « social » (et du politique) chez les économistes et de l'« économique » chez les sociologues, brouillant ainsi les frontières disciplinaires. Une étude récente portant sur la trajectoire des principales figures du dépendantisme en Argentine ne pouvait qu'inclure des économistes et des sociologues dans sa liste : segmenter l'objet d'étude en fonction des clivages disciplinaires n'aurait pas pleinement reflété l'ensemble des acteurs impliqués dans cette thématique⁵⁷.

Si, dans la période qui débute en 1955, économistes et sociologues ont opéré un rapprochement singulier, à partir du milieu des années 1970, ils ne font que s'éloigner. Une fois encore, une transformation profonde de la scène politique est à la base de ce changement. L'exode des économistes et des sociologues des universités publiques s'est accéléré au début des années 1970 face à la politisation croissante des assemblées universitaires. Avec le soutien de la fondation Ford et d'autres ressources externes, plusieurs centres de recherche privés ont vu le jour, qui ont institué une première

55 Heredia, 2016. Ainsi, en 1972, Javier Villanueva, économiste formé à Columbia, faisait remarquer à ses pairs : « Comme le souligne John Robinson, les critiques fleurissent, parce que les économistes orthodoxes [nord-américains] ont négligé des problèmes que le reste du monde juge urgents et menaçants. À nos yeux, c'est une occasion en or pour les économistes latino-américains. » (Cité dans Heredia, 2016, 70)

56 Blois, 2020. Cependant, même ceux affiliés à la « sociologie scientifique » reconnaissent le problème de la « dépendance intellectuelle » (Mora y Araujo, 1971). Il en allait de même pour ceux qui défendaient une affiliation marxiste explicite : l'une des principales contributions de la sociologie argentine au débat régional et mondial – le concept de marginalité élaboré par José Nun – provenait en fait d'une réinterprétation de la thèse de Karl Marx sur l'armée industrielle de réserve dans le contexte du « capitalisme dépendant ».

57 Diez, 2013.

séparation entre les questions économiques et sociales⁵⁸. Peu après, la troisième présidence de Perón choisit de régler les différends entre ses militants (de plus en plus radicalisés et s'affrontant à gauche et à droite) avec des forces paramilitaires et une violence politique croissante⁵⁹. Face à une situation qui, aux yeux des militaires, mettait le pays au bord du « chaos », un nouveau coup d'État a eu lieu en mars 1976. Le sort des économistes et des sociologues en a été dès lors très différent.

Les nouvelles autorités n'ont pas hésité à lancer un programme de réformes socio-économiques ambitieuses. Auto-proclamée « processus de réorganisation nationale », la nouvelle dictature a entrepris de maîtriser l'inflation croissante – en 1975, celle-ci avait atteint près de 200 % par an⁶⁰ –, mais aussi d'affaiblir le poids des syndicats. Pour y parvenir, elle a adopté une série de mesures qui, pour la première fois depuis les années 1930, ont entraîné un recul de l'industrie, une rétraction des domaines d'intervention de l'État et une « libéralisation » des marchés. Au-delà des désaccords profonds au sein du gouvernement dictatorial, on jugeait désormais épuisée l'idée du « développement » fondée sur la planification de l'État. En outre, allant à l'encontre des avertissements du structuralisme de la CEPAL et du dépendantisme, de nombreux alliés et conseillers du gouvernement militaire prônaient un renforcement de l'insertion du pays dans le marché mondial en tant que fournisseur de matières premières.

L'installation du nouveau gouvernement a entraîné un fort réaménagement des hiérarchies internes du monde des économistes. Ceux qui adhéraient au courant néoclassique, d'abord associés au « monétarisme » et plus tard à l'« orthodoxie », ont trouvé une légitimité croissante auprès des instances gouvernementales et de la presse. En revanche, ceux qui se reconnaissaient dans d'autres perspectives – de gauche, dépendantiste, keynésienne ou cépalienne – plus enclines à promouvoir l'industrialisation et la planification étatique ont perdu de leur influence. Les clivages entre eux n'étaient pas nouveaux⁶¹ ; la nouveauté était un scénario favorable aux « orthodoxes ». Leur orientation plus « neutre » (ou conservatrice), mais surtout l'importance accrue qu'ils

58 Depuis lors, non seulement la séparation entre économistes et sociologues s'est approfondie, mais une césure s'est également produite entre les activités d'enseignement et de recherche, cette dernière étant financée par les salaires du CONICET et des fonds provenant de l'étranger. Parmi les centres fondés au cours de ces années figurent le Centro de Estudios Urbanos y Regionales (CEUR), le Centro de Investigaciones en Ciencias Sociales (CICSO), le Centro de Estudios de Población (CENEP), le Centro de Estudios de la Sociedad y el Estado (CEDES) et le Centro de Estudios sobre el Estado y la Administración (CISEA). Voir Heredia, 2012.

59 Buchbinder, 2005.

60 Connue en Argentine depuis la fin des années 1940, l'inflation n'était pas un phénomène nouveau. Mais en général, à l'exception des politiciens et des économistes qui adhéraient au libéralisme économique, elle n'était pas perçue comme un problème majeur (Heredia, 2015).

61 Le courant néoclassique avait eu une présence importante dans certains cursus de l'intérieur du pays, comme ceux de l'université nationale de Tucumán et de l'université de Cuyo. Cette dernière avait même signé un accord de coopération avec l'université de Chicago en 1962. La situation était différente à l'UBA, où les courants « hétérodoxes » avaient prédominé et où le mouvement étudiant s'était activement mobilisé contre l'influence des théories « impérialistes » (Unzué, 2020).

accordaient à la question de l'inflation dans un contexte de hausse incontrôlée des prix, ont été des éléments qui ont ouvert la voie à leur ascension⁶².

Or, si dans l'objectif du « développement » (et de la « dépendance »), l'« économique » présupposait la prise en compte d'une série de phénomènes « exogènes », permettant l'échange entre économistes et sociologues, dans le programme néolibéral, l'« économique » devait, en revanche, s'émanciper du « social » et du « politique ». Ce n'est que de cette manière que les marchés pouvaient retrouver leurs bases « naturelles » de fonctionnement. Pour ce courant, la rationalité des agents est essentiellement la même en tout temps et en tout lieu. Par conséquent, plutôt que de reconstruire le contexte social, politique, démographique ou culturel dans lequel se déploie l'action économique, l'essentiel est que l'État administre des incitations capables de coordonner les intérêts individuels de manière positive pour l'ensemble. Le meilleur moyen d'y parvenir consiste à dépurier les « forces du marché » de toute intervention sociale et politique. Ainsi, dans cette perspective, plutôt que de s'engager dans un dialogue avec d'autres sciences, les économistes devaient délimiter leur objet en dehors de toute interférence. Pour la même raison, il n'était pas nécessaire d'explorer les facteurs spécifiques au pays ou à la région. S'il existait un quelconque trait idiosyncrasique des économies « latino-américaines », il fallait l'éradiquer. L'inflation, désormais définie comme un problème de nature éminemment « monétaire », n'impliquait plus d'« aspects sociaux » tels que le « développement » ; son traitement ne nécessitait pas non plus de concertation entre des acteurs organisés ni la médiation de l'État « facilitateur ». L'économie s'affirmait alors comme une juridiction spécifique, universelle et autorégulée, ou du moins c'est ainsi que les conseillers économiques du gouvernement l'ont comprise et promue⁶³.

Dans leurs efforts pour « désencastrer » l'économie du « social » et du « politique », les militaires ont déployé une force répressive sans précédent visant à éliminer toute forme d'activisme susceptible de défier l'ordre établi. À cette fin, ils ont procédé à une vaste purge « idéologique » dans tous les organismes d'État et les institutions universitaires⁶⁴. Les universités publiques, qui avaient été l'un des principaux espaces d'agitation politique, ont été parmi les premières victimes de la violence : à la persécution et au meurtre de nombreux professeurs et étudiants s'est ajoutée une série d'initiatives visant à restaurer « l'ordre pédagogique perdu ». Des autorités *de facto* (d'abord des militaires, puis des civils) ont été nommées à la tête des universités, mettant fin à toute idée d'autonomie⁶⁵. Comme l'expliquait le secrétaire à l'éducation en 1979, « nous voulons une université et non un soviet tumultueux de professeurs,

⁶² Heredia, 2015.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Rodríguez, 2015. En plus de fermer le parlement, d'interdire les partis politiques, de contrôler la presse et d'intervenir dans les syndicats, les militaires ont mis en place un vaste appareil de répression clandestin.

⁶⁵ Blois, 2020.

d'étudiants et de diplômés⁶⁶ ». De même, dans l'intention manifeste de réduire le poids des étudiants, des examens d'entrée ont été mis en place, des quotas ont été définis par cursus et des droits d'inscription ont été imposés. Pour la première fois dans l'histoire de l'UBA, le nombre d'étudiants a diminué⁶⁷. À cela s'est ajouté l'étranglement financier : en une seule année de gouvernement, les militaires ont réduit le budget des universités de 45 %⁶⁸.

Les effets ont été significatifs. Dans le cas des économistes, la persécution des professionnels au profil plus critique s'est traduite par le renforcement de la perspective néoclassique. À l'UBA, l'université qui comptait le plus grand nombre d'étudiants et où le structuralisme latino-américain avait hégémonisé la formation, une réforme du programme d'études a eu lieu dès 1977 en vertu de laquelle, en même temps que le nom du cursus a été changé – de « licence d'économie politique » à « licence en économie » –, les matières liées aux sciences sociales et humaines ont été écartées en faveur des mathématiques et de l'économétrie⁶⁹. Le nouveau climat associa l'excellence au degré de formalisation des arguments, condamnant comme « littérature » tout ce qui comprenait une vision plus globale de l'histoire et de la société⁷⁰. Dans les cursus des universités de Cuyo ou de Tucumán, qui avaient déjà une nette préférence pour l'économie néoclassique, la continuité fut plus grande.

Le sort des sociologues a été très différent. Identifiée par les militaires comme une discipline dangereuse en raison de la participation active de nombre de ses praticiens et étudiants au processus d'activation politique, la sociologie a subi une attaque sévère. Sur recommandation des autorités éducatives⁷¹, certaines formations, comme celles des universités de Cuyo et de Mar del Plata, ont été supprimées⁷², tandis que d'autres, comme celles de l'université de San Juan et de l'UBA, sont restées ouvertes, mais dans des conditions méconnaissables. Dans cette dernière, qui avait occupé une place centrale sur la scène sociologique locale, une purge presque totale a eu lieu⁷³.

Ceux qui ont pris en charge l'enseignement étaient, à quelques exceptions près, des nouveaux venus sans aucune expérience dans la discipline. Non seulement la littérature marxiste ou « dépendantiste » a été éliminée, mais les travaux empiriques que la « sociologie scientifique » avait produits et produisait encore dans des centres de recherche privés ont été ignorés. Il y eut même des professeurs d'orientation explicitement conservatrice qui incluaient saint Thomas d'Aquin ou des encycliques papales parmi les sujets enseignés. De plus, le cursus a été séparé de la faculté de philosophie

⁶⁶ Cité dans Buchbinder, 2016, 162.

⁶⁷ Alors qu'en 1974, il y avait eu 40 000 nouveaux inscrits, l'année 1977 en a enregistré seulement 13 000 (Buchbinder, 2005).

⁶⁸ Heredia, 2015.

⁶⁹ Beltrán, 2005.

⁷⁰ Heredia, 2015.

⁷¹ Rodríguez, 2015.

⁷² Seules 3 des 9 formations créées depuis le milieu des années 1950 ont pu survivre (Blois, 2020).

⁷³ Blois, 2018.

et de lettres (FFyL), l'institution où il avait été créé, et relocalisé dans les sous-sols de la faculté de droit, où il n'était pas rare que des policiers en civil surveillent les cours à la recherche de « subversifs »⁷⁴. Le nombre d'étudiants, comme on pouvait s'y attendre, a diminué : alors qu'en 1972 ils étaient près de 2 800, en 1980 ils étaient à peine 500⁷⁵.

Relativement protégés du bras militaire, les centres de recherche privés ont gagné en importance en tant qu'espaces où certains économistes et sociologues démis ont pu continuer à développer leurs études. La philanthropie internationale a joué un rôle clé dans ce contexte en soutenant un programme de recherche active. En outre, les liens avec des institutions telles que la fondation Ford ou la Swedish Agency for Research Cooperation (SAREC) ont été autant de protections contre la chasse aux sorcières qui pesait sur les universitaires et les chercheurs⁷⁶. Sans ce soutien et ces ressources, ces spécialistes auraient dû chercher d'autres options d'emploi non universitaires ou quitter le pays ; ce fut le cas pour beaucoup qui, sans être persécutés, étaient confrontés à un marché du travail beaucoup plus réduit.

L'éloignement n'a pas seulement été institué par la force, il a aussi été récompensé par de nouvelles incitations. Les organisations internationales qui avaient favorisé la proximité entre sociologues et économistes encourageaient désormais leur séparation. Même là où les deux disciplines continuaient à coexister, comme au Centro de Estudios de Estado y Sociedad (CEDES), l'aggravation de l'inflation et la montée concomitante des « orthodoxes » ont conduit les économistes « hétérodoxes » à se démarquer. À l'heure d'aborder ce phénomène, dans la controverse avec leurs pairs, les arguments des « hétérodoxes » sont devenus plus techniques et leurs démonstrations de plus en plus « mathématisées », devenant moins compréhensibles pour les spécialistes des autres sciences sociales. Les pages de la revue *Desarrollo Económico* illustrent cette nouvelle dynamique, qui a vu les économistes (« hétérodoxes » et « orthodoxes ») commencer à débattre de leurs modèles devant un public de plus en plus restreint⁷⁷.

Les différences ont été encouragées aussi par le rôle joué par les économistes et les sociologues dans l'espace public. Le programme économique adopté par la dictature était l'une des rares questions sur lesquelles les militaires toléraient le débat. Cela offrit aux « hétérodoxes » la possibilité de toucher un public plus large par le biais de la presse, et même d'entrer en relation avec certains politiciens qui, une fois les mesures répressives quelque peu assouplies, ont cherché à représenter le mécontentement économique croissant⁷⁸. En revanche, les sociologues se sont repliés en adoptant un profil plus bas. Pendant les premières années du régime, l'impératif était de « passer

⁷⁴ Raus, 2007.

⁷⁵ Blois, 2018.

⁷⁶ Heredia, 2012.

⁷⁷ À partir de l'analyse d'articles parus dans *Desarrollo Económico*, Mariana Heredia documente l'intérêt croissant des économistes pour ce phénomène et le déclin de l'attention portée au développement (Heredia, 2015).

⁷⁸ Heredia, 2015.

inaperçus ». Les centres privés qu'ils occupaient sont devenus une sorte d'« université des catacombes » car, selon les protagonistes, encourager une plus grande visibilité aurait pu provoquer une réaction répressive des forces de l'ordre⁷⁹.

Sans lien avec des publics locaux, le travail des sociologues dans les centres de recherche est devenu plus dépendant des styles et des sujets promus par les fondations étrangères, qui ne reflétaient pas toujours les intérêts les plus directs ou les plus importants pour l'opinion publique locale⁸⁰. Un exemple emblématique est le cas de la branche argentine de la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO). Inaugurée à Buenos Aires en 1974 en réponse au coup d'État au Chili l'année précédente, elle visait à développer un programme de recherche et d'enseignement en sociologie politique et urbaine, ainsi qu'en philosophie politique. Elle comptait pour cela sur la promesse du gouvernement argentin de fournir un soutien matériel significatif. Lorsque la promesse n'a pas été tenue, une subvention du gouvernement néerlandais a permis à l'institution naissante d'éviter la fermeture au prix d'une forte réorientation de ses intérêts initiaux : le *funder* exigea une étude sur les pratiques d'allaitement⁸¹. La déconnexion de la sociologie avec le débat public à cette époque a conduit Juan Pedro Blois à proposer la notion de « sociologie d'enclave » pour désigner une pratique intellectuelle connectée aux discussions internationales et disposant des moyens économiques pour les étudier, mais incapable de s'insérer dans le milieu local⁸².

Le marché du travail des économistes et des sociologues a renforcé les distances. Alors que les options des sociologues se réduisaient⁸³, les économistes avaient devant eux un paysage qui leur offrait de nouvelles (et très lucratives) opportunités. D'une part, les entreprises privées, soucieuses de faire face à une économie de plus en plus volatile, ont ouvert leurs bras à ceux qui pouvaient interpréter la politique économique et anticiper ses inflexions critiques. D'autre part, l'émergence d'un nouvel ensemble de *think tanks*, qui ne dépendaient pas d'un financement externe (ou des fonds publics), mais s'appuyaient sur des services de conseil offerts aux grandes entreprises, a fourni un autre espace d'insertion.

Le changement introduit par ces organisations – parmi lesquelles se distinguent la Fundación de Investigaciones Económicas Latinoamericanas (FIEL), l'Instituto de Estudios Económicos de la Realidad Argentina y Latinoamericana de la fondation Méditerranéenne (IEERAL-FM) et le Centro de Estudios Macroeconómicos de Argentina (CEMA) – fut considérable. Le lien étroit avec les entreprises a créé un nouveau profil professionnel,

⁷⁹ Sabato, 1996.

⁸⁰ Wainerman, 2015.

⁸¹ Algañaraz Soria, 2013. L'exemple est sans doute extrême, mais l'essor de certains sujets de recherche – comme les études démographiques, celles sur les femmes et sur la santé sexuelle – est indissociable de l'intérêt de ceux qui fournissaient les ressources économiques (Blois, 2020).

⁸² Blois, 2020.

⁸³ Bialakowsky, 1982.

celui de l'économiste-conseil, qui se distinguait de l'« économiste d'État » de la période précédente. Bien sûr, le passage dans la fonction publique, surtout à un poste élevé, était apprécié par ceux qui travaillaient à la FIEL, à l'IEERAL ou au CEMA, mais en aucun cas ils n'envisageaient une insertion permanente dans le secteur public en tant que fonctionnaires de carrière⁸⁴. Les possibilités offertes aux uns et aux autres, ainsi que le profil de plus en plus *business-friendly* de ces économistes, n'ont fait que creuser l'écart avec les sociologues.

Au début, la recherche de clientèles dans le secteur des entreprises répondait à des motivations idéologiques. Formés à l'université de Chicago ou sous l'influence de l'économie néoclassique, les économistes consultants méprisaient l'action de l'État et étaient convaincus que la déréglementation du marché serait en mesure de résoudre les problèmes économiques urgents du pays. Au fil du temps se sont ajoutées des raisons matérielles. La faiblesse des agences d'État et des institutions universitaires locales, ainsi que les maigres traitements qu'elles offraient⁸⁵, obligeaient les professionnels les plus ambitieux à chercher de nouveaux alliés et de nouvelles sources de revenus, autres que celles proposées par la bureaucratie de l'État, les universités publiques ou le CONICET⁸⁶. L'avancée de l'économie néoclassique et la séparation de la science économique des autres sciences sociales ne sont certes pas des phénomènes exclusivement argentins ou latino-américains⁸⁷. Toutefois, le déploiement de cette orientation et l'opposition entre économie et sociologie qu'elle impliquait ont été indissociables, dans ce pays, des conditions engendrées par la violence politique et l'érosion des bureaucraties publiques et des institutions académiques.

La réactivation des activités politiques et le rétablissement des institutions démocratiques dans les années 1980 n'ont permis que des rapprochements ponctuels entre les économistes et les sociologues, sans résorber la césure instaurée par le gouvernement militaire. Si l'inflation a continué à offrir aux premiers un sujet d'intérêt majeur, une grande partie des seconds ont entrepris de porter un regard critique sur le passé récent. Le rejet de la violence politique était, dans ce contexte, le prélude à un intérêt croissant pour la démocratie et les conditions indispensables à son institutionnalisation. Cet intérêt, à son tour, a eu tendance à accentuer la distance avec les économistes car, dans la réflexion sur les possibilités de ce régime politique, contrairement à ce qui s'était produit par le passé – et en consonance croissante avec la science politique – l'accent a été mis principalement sur les facteurs institutionnels et non plus sur les conditions « sociales » ou « économiques » de la démocratie⁸⁸. Comme l'analysent en détail Claudia Daniel et Gabriel Vommaro, seules les études sur la pauvreté, où convergeaient

⁸⁴ Heredia, 2015.

⁸⁵ Biglaiser, 2009.

⁸⁶ Heredia, 2015.

⁸⁷ Fourcade, 2009.

⁸⁸ Lesgart, 2002.

certaines économistes et sociologues, ont évité le cloisonnement qui commençait à gagner les sciences sociales⁸⁹, mais même dans ce cas, les disparités méthodologiques rendaient difficile le dialogue entre spécialistes.



L'instabilité institutionnelle de l'Argentine n'est pas l'arrière-plan sur lequel les démarcations dans l'écologie des disciplines et des professions du pays se sont dessinées. Ses ruptures les plus violentes et la réorientation des organismes internationaux ont été des facteurs déterminants dans l'activité des sociologues et des économistes. Après leur émancipation du droit et le développement de leurs profils et problématiques propres, les deux disciplines ont entamé, à partir des années 1950, un déploiement et un travail en commun. Malgré la succession de gouvernements civils et militaires et les difficultés à maintenir une croissance économique stable, la conviction des élites politiques et économiques de la nécessité d'industrialiser le pays et la disponibilité de financements internationaux ont étayé les idéaux du « développement » et la confiance dans les sciences sociales comme outils pour y parvenir. La création de centres de recherche, de publications spécialisées, de cursus universitaires et de divers services au sein de l'État a favorisé les échanges entre ces experts, les incitant à participer ensemble au défi de la planification et de la conduite de la modernisation.

Ces mêmes forces ont opéré plus tard de manière centrifuge, dans ce cas par le biais de la politisation des espaces universitaires et de la répression étatique. La dictature argentine de 1976 a démantelé une grande partie des équipes de sciences sociales, forçant le repli et l'exil de nombreux chercheurs. Les fonds internationaux ont été orientés vers des thèmes de plus en plus spécifiques et segmentés. La diffusion des courants économiques néoclassiques a finalement scellé l'éloignement entre sociologues et économistes, tandis que l'Amérique latine et l'Argentine ont perdu de leur force en tant qu'« unités d'analyse » et d'intervention.

Depuis lors, tant les incitations institutionnelles (locales et internationales) que l'évolution du pays ont joué en faveur d'une différenciation disciplinaire croissante. Ni l'effondrement de la dictature et l'escalade de la pauvreté dans les années 1980, ni l'hyperinflation, les réformes néolibérales et la montée du chômage dans les années 1990 n'ont permis un échange similaire à celui qui a eu lieu dans l'après-guerre. La difficulté s'est prolongée jusque dans les années 2000, lorsque la montée des gouvernements de gauche dans la région a encouragé le déploiement des sciences sociales et la reprise de nombre des aspirations des années 1950 et 1960. En effet, non seulement les espaces de travail et les profils professionnels des sociologues et des

89 Daniel & Vommaro, 2017.

économistes s'étaient éloignés, mais chacun participait à des cercles intellectuels aux problématiques et aux interlocuteurs spécifiques.

En Argentine, le lien entre la vie politique et la vie intellectuelle fut tel que les principaux jalons de l'histoire des sciences sociales ne sont pas toujours discernables de ceux de la chronologie politique générale⁹⁰. Lorsque les effets les plus critiques de la dynamique politique ont cessé après le rétablissement définitif de la démocratie au milieu des années 1980, la nature intermittente des recrutements et l'instabilité de la rémunération ont à leur tour continué à soumettre les disciplines universitaires à un changement constant des règles et des récompenses. Corrélativement, l'insertion internationale s'est avérée d'une importance vitale. Si la production de connaissances n'est jamais isolée de la circulation des idées et des individus à travers les frontières nationales, sa gravitation est encore plus grande dans des cas comme celui examiné ici, où les difficultés à développer une activité académique stable et bien rémunérée sont si nombreuses.

Pourtant, la sensibilité des disciplines à l'évolution du contexte local et international n'a pas eu que des effets purement négatifs. Au moment même où le travail dans les administrations et les universités publiques traversait ces difficultés, les incitations à forger des institutions nouvelles et à investir les connaissances dans la gestion technique des problèmes publics se sont multipliées. Les économistes ont été renforcés par les difficultés économiques de l'Argentine, acquérant un rôle de premier plan dans la définition de la politique économique et les débats publics. À partir des années 1990, l'aggravation des inégalités sociales et l'augmentation de la pauvreté ont conduit, de leur côté, à une incorporation significative des sociologues dans les diagnostics et les politiques d'assistance. Les conséquences sociales du néolibéralisme ont été, en l'occurrence, les « alliées » de la sociologie.

Si, comme le souligne Danilo Martuccelli, les sciences sociales sont une sorte de conscience critique de la modernité⁹¹, ces deux disciplines illustrent les défis et les faiblesses auxquels a été confronté cet exercice réflexif institutionnalisé dans de nombreux pays d'Amérique latine. Les économistes et les sociologues reconnaissent désormais que la croissance économique et l'intégration sociale sont deux impératifs pressants et inextricablement liés. Cependant, ils ne sont guère incités à relever ensemble les défis que cela représente. Les bouleversements politiques et économiques, associés à la géopolitique changeante de la connaissance, ont fait de l'exercice de réflexion sur la modernité une entreprise qui reste, en Argentine, discontinuée et fragmentée.

⁹⁰ Kreimer & Blanco, 2008.

⁹¹ Martuccelli, 1999.

Bibliographie

- Abarzua Cutroni, A.**, 2013, « The first UNESCO experts in Latin America (1946-1958) », dans Beigel, F. (dir.), *The Politics of Academic Autonomy in Latin America*, Farnham, Ashgate, p. 47-64.
- Abbott, A.**, 1988, *The System of Professions*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Abbott, A.**, 1999, *Department and Discipline. Chicago Sociology at One Hundred*, Chicago, The University of Chicago Press.
- Algañaraz Soria, V.**, 2013, « Between Scientific Autonomy and Academic Dependency. Private Research Institutes under Dictatorship in Argentina (1976-1983). The Case of FLACSO », dans Beigel, F. (dir.), *The Politics of Academic Autonomy in Latin America*, Farnham, Ashgate, p. 249-262.
- Altamirano, C.**, 2004, « Entre el naturalismo y la psicología. El comienzo de la "ciencia social" en la Argentina », dans Neiburg, F., Plotkin, M. (dir.), *Intelectuales y expertos. La constitución del conocimiento social en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, p. 31-65.
- Beigel, F.** (dir.), 2010, *Autonomía y dependencia académica. Universidad e investigación científica en un circuito periférico: Chile y Argentina (1950-1980)*, Buenos Aires, Biblos.
- Beigel, F.**, 2013, « Introduction : The Politics of Academic Autonomy in Latin America », dans Beigel, F. (dir.), *The Politics of Academic Autonomy in Latin America*, Farnham, Ashgate, p. 1-28.
- Beltrán, G.**, 2005, « Formación profesional y producción intelectual en tiempos de cambio político. Las carreras de sociología y economía de la Universidad de Buenos Aires durante los años noventa », dans Gentili, P., Levy, B. (dir.), *Espacio público y privatización del conocimiento. Estudios sobre políticas universitarias en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 462-521.
- Ben-David, J., Collins, R.**, 1966, « Social Factors in the Origins of a New Science. The Case of Psychology », *American Sociological Review*, 31 (4), p. 451-465.
- Bialakowsky, A. et al.**, 1982, *Espectro ocupacional del licenciado en sociología en el medio profesional argentino*, Buenos Aires, Colegio de Graduados en Sociología.
- Biglaiser, G.**, 2009, « The Internationalization of Ideas in Argentina's Economics Profession », dans Montecinos, V., Markoff, J. (dir.), *Economists in the Americas*, Cheltenham (UK), Edward Elgar Publishing, p. 63-99.
- Blanco, A.**, 2006, *Razón y modernidad. Gino Germani y la sociología en la Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Blanco, A., Wilkins, A.**, 2018, « The Internationalization of Sociology in Argentina, 1985-2015. Geographies and Trends », dans Heilbron, J., Sorá, G., Boncourt, T. (dir.), *The Social and Human Sciences in Global Power Relations*, Cham, Palgrave Macmillan, p. 215-241.
- Blois, J. P.**, 2018, *Medio siglo de sociología en la Argentina. Ciencia, profesión y política (1957-2007)*, Buenos Aires, Eudeba.
- Blois, J. P.**, 2020, *Sociology in Argentina. A Long-Term Account*, Cham, Palgrave Macmillan.
- Bourdieu, P.**, 1976, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2 (2-3), p. 88-104.
- Brasil Jr., A.**, 2013, *Passagens para a teoria sociológica. Florestan Fernandes e Gino Germani*, São Paulo, Hucitec.
- Buchbinder, P.**, 2005, *Historia de las universidades argentinas*, Buenos Aires, Editorial Sudamericana.
- Buchbinder, P.**, 2016, « La Universidad de Buenos Aires bajo la dictadura. Una aproximación a través del estudio del perfil, discurso y pronunciamientos públicos de dos de sus rectores », *CIAN. Revista de Historia de las Universidades*, 19 (2), p. 153-173.
- Camic, C.**, 1992, « Reputation and Predecessor Selection. Parsons and the Institutionalists », *American Sociological Review*, 57 (4), p. 421-445.

- Camic, C., Gross, N.**, 2001, « The New Sociology of Ideas », dans Blau, J. (dir.), *Blackwell Companion to Sociology*, Malden (MA), Blackwell, p. 236-249.
- Daniel, C., Vommaro, G.**, 2017, « Poor in Numbers. A Contribution to a Social History of Social Statistics in Contemporary Argentina », *Journal of Latin American Studies*, 49 (3), p. 463-487.
- Diez, A.**, 2013, « Career-Building in a Highly Politicized Period. Argentine Social Scientists in the 60s », dans *The Politics of Academic Autonomy in Latin America*, Farnham, Ashgate, p. 187-205.
- Fleck, C., Duller, M., Karády, V.**, 2018, « Introduction. Shaping Disciplines. Recent Institutional Developments in the Social Sciences and Humanities in Europe and Beyond », dans Fleck, C., Duller, M., Karády, V. (dir.), *Shaping Human Science Disciplines. Institutional Developments in Europe and Beyond*, Cham, Palgrave Macmillan, p. 1-24.
- Fourcade, M.**, 2009, *Economists and Societies. Discipline and Profession in the United States, Britain, and France, 1890s to 1990s*, Princeton, Princeton University Press.
- Gabay, R.**, 2008, « Revisitando a Raúl Prebisch y al papel de la CEPAL en las ciencias sociales de América Latina », *Íconos, Revista de Ciencias Sociales*, 31, p. 103-113.
- García-Bouza, J., Verón, E.**, 1967, « Epílogo de una crónica. La situación de la sociología en Argentina », *Revista Latinoamericana de Sociología*, 3 (1), p. 91-94.
- Germani, G., Graciarena, J.**, 1958, *Estudio preparado para el Seminario Latinoamericano sobre « Metodología de la Enseñanza y la Investigación, organizado por UNESCO, FLACSO y CLAPCS »*, Buenos Aires, Instituto de Sociología de la Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires.
- Gorgi, G., Vila, E.**, 2019, « Un caso desafiante de profesionalización. Las redes de la sociología argentina entre 1940 y 1955 », *Revista Temas Sociológicos*, 25, p. 125-155.
- Heilbron, J.**, 2004, « A Regime of Disciplines. Toward a Historical Sociology of Disciplinary Knowledge », dans Camic, C., Joas, H. (dir.), *The Dialogical Turn. New Roles for Sociology in the Postdisciplinary Age*, Lanham, Rowman & Littlefield, p. 22-42.
- Heilbron, J.**, 2015, *French Sociology*, Ithaca (NY), Cornell University Press.
- Heredia, M.**, 2012, « Los centros privados de expertise en economía. Génesis, dinámica y continuidad de un nuevo actor político en la Argentina », dans Morresi, S., Vommaro, G. (dir.), *Saber lo que se hace. Expertos y política en Argentina*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 297-338.
- Heredia, M.**, 2015, *Cuando los economistas alcanzaron el poder (o cómo se gestó la confianza en los expertos)*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Heredia, M.**, 2016, « Redes contra campos. La unidad y la diversidad de los economistas en la Argentina reciente », *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*, 21 (34), p. 59-90.
- Herrera, E.**, 1970, « Cinco revistas de sociología. Un estudio comparativo », *Revista Latinoamericana de Sociología*, 6 (1), p. 158-166.
- IDES**, 1961, « Prólogo », *Desarrollo Económico*, 1 (2), p. 5.
- Ímaz, J. L. de, Andújar, G., Forni, F., Suárez, F., Agulla, J. C., Critto, A., Miguens, J. E.**, 1966, *Del sociólogo y su compromiso*, Buenos Aires, Libera.
- Jackson, L. C., Blanco, A.**, 2014, *Sociologia no espelho. Ensaístas, cientistas sociais e críticos literários no Brasil e na Argentina (1930-1970)*, São Paulo, Editora 34.
- Jáuregui, A.**, 2013, « La planificación en la Argentina. El CONADE y el PND (1960-1966) », *Anuario del Centro de Estudios Históricos « Prof. Carlos S. A. Segreti »*, 13 (13), p. 243-266.
- Kohler, R.**, 1982, *From Medical Chemistry to Biochemistry*, Cambridge, Cambridge University Press.

- Kreimer, P., Blanco, A.**, 2008, « Sociologie et démocratie ? Un panorama de la discipline en Argentine entre 1983 et 2007 », *Sociologies pratiques*, 16, p. 147-161.
- Lamont, M., Molnár, V.**, 2002, « The Study of Boundaries in the Social Sciences », *Annual Review of Sociology*, 28, p. 167-195.
- Lesgart, C.**, 2002, « Usos de la transición a la democracia. Ensayo, ciencia y política en la década del ochenta », *Estudios Sociales*, 22-23, p. 163-185.
- Love, J.**, 1996, « Economic Ideas and Ideologies in Latin America since 1930 », dans Bethell, L. (dir.), *Ideas and Ideologies in Twentieth Century Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 207-274.
- Martuccelli, D.**, 1999, *Sociologies de la modernité*, Paris, Gallimard, « Folio Essais ».
- Mitchell, T.**, 2003, « The Middle East in the Past and Future of Social Science », dans Szanton, D. L. (dir.), *The Politics of Knowledge. Area Studies and the Disciplines*, Berkeley (CA), University of California Press, p. 74-118.
- Mora y Araujo, M.**, 1971, « La sociedad y la praxis sociológica », *Desarrollo Económico*, 11 (41), p. 125-143.
- Neiburg, F.**, 1998, *Los intelectuales y la invención del peronismo. Estudio de Antropología social y cultural*, Buenos Aires, Alianza.
- Neiburg, F., Plotkin, M. Ben**, 2004, « Los economistas. El Instituto Torcuato Di Tella y las nuevas elites estatales en los años sesenta », dans Neiburg, F., Plotkin, M. Ben (dir.), *Intelectuales y expertos. La constitución del conocimiento social en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, p. 231-263.
- Plotkin, M. Ben**, 2006, « Notas para un análisis comparativo de la constitución del campo de los economistas en Argentina y Brasil », *Anuario IEHS*, 21, p. 467-494.
- Raus, D.**, 2007, « La sociología en el "Proceso" », *Sociología en Debate*, 1 (1), p. 24-38.
- Rodríguez, L.**, 2015, *Universidad, peronismo y dictadura, 1973-1983*, Buenos Aires, Prometeo.
- Sábato, H.**, 1996, « Sobrevivir en dictadura. Las ciencias sociales y la "universidad de las catacumbas" », dans Quiroga, H., Tcach, C. (dir.), *A veinte años del golpe, con memoria democrática*, Rosario, Homo Sapiens, p. 51-58.
- Shapin, S.**, 1992, « Discipline and Bounding. The History and Sociology of Science as Seen through the Externalism-Internalism Debate », *History of Science*, 30 (4), p. 333-369.
- Sigal, S.**, 1991, *Intelectuales y poder en Argentina. La década del sesenta*, Buenos Aires, Puntosur.
- Sikkink, K.**, 2009, *El proyecto desarrollista en la Argentina y Brasil. Frondizi y Kubitschek*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Unzué, M.**, 2020, « Profesores, científicos e intelectuales. La Universidad de Buenos Aires de 1955 a su bicentenario », Buenos Aires, CLACSO/ Instituto de Investigaciones Gino Germani, p. 2-8.
- Wagner, P.**, 2004, « Formes d'État et formes de savoir social. Les traditions nationales en sciences sociales et la pluralité d'interprétations de la modernité », dans Zimmermann, B. (dir.), *Les sciences sociales à l'épreuve de l'action. Le savant, le politique et l'Europe*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 55-87.
- Wainerman, C.**, 2015, « La trastienda de la investigación social. Acerca de la "ñata contra el vidrio" », *Ciencia e Investigación*, 3 (1), p. 110-123.